

La Turquie et la Russie : rivalités et ambitions en Asie centrale.

Turkey and Russia: Rivalries and Ambitions in Central Asia.

Auteur 1 : ID LAHCEN EL HABIB

ID LAHCEN EL HABIB, (0009-0005-7245-7581, PhD, Droit et sciences politique.)
Université internationale de Casablanca

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : ID LAHCEN EL HABIB (2023) « La Turquie et la Russie : rivalités et ambitions en Asie centrale », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 21 » pp: 0842 – 0879.

Date de soumission : Novembre 2023

Date de publication : Décembre 2023



DOI : 10.5281/zenodo.10519634
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

Cet article explore les subtilités des relations entre la Turquie et la Russie en Asie centrale, en se penchant sur la dynamique de l'ambition et de la concurrence. La méthodologie de recherche adoptée se base sur une enquête approfondie des événements historiques, des évolutions géopolitiques et des développements contemporains qui façonnent leurs interactions. L'analyse débute par une évaluation des liens historiques remontant aux époques ottomane et tsariste, suivie d'une évaluation des facteurs actuels tels que la concurrence énergétique et les préoccupations en matière de sécurité. Les principales sources utilisées comprennent des déclarations officielles, des documents politiques et des échanges diplomatiques, soutenus par des analyses d'experts et des articles universitaires. Des études de cas spécifiques éclairent les implications pratiques de la rivalité et de la coopération, tandis qu'une approche comparative met en relief les similitudes et les différences dans les stratégies des deux nations. En conclusion, cette recherche multidimensionnelle offre une vision approfondie des dynamiques géopolitiques entre la Turquie et la Russie en Asie centrale.

Mots clés : Relations turco-russes, Asie centrale, ambition, concurrence, dynamiques géopolitiques, sécurité, énergie, études de cas, analyse comparative.

Abstract

This article explores the subtleties of relations between Turkey and Russia in Central Asia, focusing on the dynamics of ambition and competition. The research methodology adopted involves an in-depth investigation of historical events, geopolitical changes, and contemporary developments shaping their interactions. The analysis begins with an assessment of historical ties dating back to the Ottoman and Tsarist periods, followed by an evaluation of current factors such as energy competition and security concerns. Primary sources include official statements, policy documents, and diplomatic exchanges, supported by expert analyses and academic articles. Specific case studies illuminate the practical implications of rivalry and cooperation, while a comparative approach highlights similarities and differences in the strategies of both nations. In conclusion, this multidimensional research provides a comprehensive insight into the geopolitical dynamics between Turkey and Russia in Central Asia.

Keywords: Turkish-Russian relations, Central Asia, ambition, competition, geopolitical dynamics, security, energy, case studies, comparative analysis.

Introduction

Après la dislocation de l'Union soviétique à la fin du XXe siècle, une série de bouleversements géopolitiques significatifs ont marqué la scène internationale. Ces événements ont été caractérisés par l'émergence de nouveaux États, héritiers de l'ancien empire soviétique, qui ont cherché à s'adapter au système international en place. Parmi ces États, les républiques d'Asie centrale, comprenant le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan, ont joué un rôle prépondérant (Bassin, 1991).

Dans ce contexte, la Russie a entrepris des efforts visant à restaurer sa grandeur passée. En sa qualité d'héritier de l'ex-URSS, la Russie dispose de ressources de puissance considérables qui lui permettent de rivaliser avec les États-Unis sur la scène internationale et de faire face aux puissances régionales, en particulier la Turquie. Du point de vue de la Russie, l'Asie centrale représente l'une de ses zones d'influence stratégique, en particulier les républiques d'Asie centrale.

D'un autre côté, fondée sur les ruines de l'Empire ottoman, la Turquie considère l'Asie centrale comme une région homogène, un concept ancré dans l'imaginaire des élites politiques turques et de la population turque. En raison des liens historiques, culturels, religieux, politiques, géographiques et linguistiques étroits entre la Turquie et l'Asie centrale, ces dernières ont été perçues comme des partenaires naturels par la Turquie.

En conséquence, la Russie et la Turquie ont élaboré des stratégies internationales visant à regagner leur influence respective dans cette région et à imposer leurs modèles économiques et militaires. Ces démarches ont été motivées par diverses considérations liées à leurs priorités nationales et à leurs objectifs géopolitiques, (Djalili et Kellner, 2000).

La stratégie employée dans la région du Moyen-Orient, en particulier en Asie, a été diversifiée et a fait usage de divers instruments, parmi lesquels figurent les opérations d'intervention directe. Cette approche s'est fondée sur la prise en considération des besoins généraux des républiques de la région en matière de soutien international, dans le but de les aider à se défaire de l'héritage soviétique qui avait été imposé sur elles pendant plusieurs décennies, au travers de sphères d'influence spécifiques.

La problématique soulevée dans le cadre de cette étude peut être formulée comme suit : Dans quelle mesure est-il possible de dénouer la dialectique complexe entre la coopération et la rivalité qui prévaut en Asie centrale entre la Russie et la Turquie, tout en tenant compte de l'influence des facteurs économiques et géopolitiques sur leur rôle et leur expansion d'influence dans la région ?

En réponse à la problématique énoncée et dans le cadre d'une approche scientifique, une hypothèse a été formulée de manière hypothétique. Cette hypothèse postule que les données économiques et les évolutions géopolitiques qui impactent la région de l'Asie centrale jouent un rôle significatif dans la formation d'un environnement concurrentiel entre la Russie et la Turquie, au sein duquel convergent leurs intérêts stratégiques.

Dans cette optique, la présente étude repose sur une analyse des stratégies déployées par la Turquie et la Russie en Asie centrale, en adoptant une approche comparative et géopolitique visant à identifier les principaux points de concurrence dans cette région.

Une approche comparative pourrait ainsi impliquer l'étude de décisions spécifiques ou de politiques générales, similaires d'un État à l'autre. Dans certaines circonstances, l'analyse pourrait se focaliser sur une décision particulière, notamment lorsque cette dernière ne serait pas aisément explicable par les variables explicatives habituelles appliquées au comportement de politique étrangère. Par exemple, en complément de son assistance au développement, le gouvernement turc a pris la décision de fournir un soutien financier et des formations militaires à certains pays d'Asie centrale. Les relations militaires se concentrent principalement sur la fourniture d'équipements et la formation des forces armées au Kirghizistan et en Ouzbékistan, dans le but de les soutenir dans leur lutte contre les mouvements rebelles (Bayram, 2017).

Le degré d'interaction entre les politiques étrangères de deux ou plusieurs États offre une possibilité à l'analyse comparative. L'existence d'un réseau de relations caractérisé par un haut niveau d'engagement peut nécessiter une approche comparative pour une compréhension plus complète du comportement de politique étrangère des protagonistes. Bon nombre de relations turques-russes pourraient bénéficier d'une analyse comparative de politique étrangère : Les deux États entretiennent des relations scientifiques et collaborent à plusieurs reprises quand leurs intérêts sont communs, y compris dans des périodes particulièrement conflictuelles (Morkva 2010).

Les guerres récurrentes entre la Russie et l'Empire ottoman depuis le xviii^e siècle et la confrontation pendant la guerre froide n'ont pas empêché le rapprochement des deux rivaux. Depuis 2003, et après des siècles de rivalité, Russie et Turquie tentent de construire une nouvelle relation, fondée d'abord sur le commerce mais plus largement sur quelques approches communes dans la région (Hill, Taspinar, Kastouéva-Jean (2007). Le président Poutine et le Premier ministre Erdogan se sont rencontrés à plusieurs reprises, et les deux pays semblent avoir trouvé des terrains d'entente sur les contentieux d'antan. Il faut préciser ici qu'une typologie des États, la substance de la politique étrangère et le degré d'interaction n'épuisent

pas les critères susceptibles d'orienter la sélection des États à des fins de comparaison. Ces critères illustrent simplement le genre de considérations dont il faut tenir compte à cet égard.

Notre démarche propose un schéma explicatif et comparatif intégrant des facteurs internationaux et nationaux afin d'appréhender les politiques extérieures de la Turquie et de la fédération Russe en Asie centrale. Pour ce faire, nous nous appuyons sur l'approche réaliste néoclassique (RNC)¹ qui se démarque du néoréalisme (ou réalisme structure)² par son attention aux facteurs internes qui influencent l'action extérieure des États. Ce cadre théorique nous amène à mettre sous la lumière les stratégies internationales des deux États, visant à regagner leur influence respective dans cette région et à imposer leurs modèles économiques et militaires. Pour appréhender le champs et l'environnement concurrentiel entre la Russie et la Turquie, le plan de ce travail de recherche s'articule autour de six axes majeurs :

- L'axe de l'importance géographique et géopolitique de l'Asie centrale pour la Turquie et la Russie.
- L'axe de la stratégie adoptée par la Turquie et la Russie dans la période post-Union soviétique.
- L'axe de la compétition et des divergences d'intérêts entre la Turquie et la Russie en Asie centrale.
- L'axe des domaines de coopération et de partenariat entre la Russie et la Turquie en Asie centrale.
- L'axe de la vision américaine de la région de l'Asie centrale.

¹ Le courant du réalisme néoclassique (RNC) se concentre sur l'analyse de la relation entre les facteurs internes et internationaux qui influent sur l'élaboration des politiques étrangères et de défense. Les théoriciens du réalisme néoclassique se démarquent de l'approche réaliste structurelle de Kenneth Waltz, qui vise à développer une théorie systémique des relations internationales en se basant sur l'hypothèse d'acteurs étatiques unitaires. Leur objectif principal consiste plutôt à élaborer une théorie de la politique étrangère qui intègre les déterminants internes de l'action étatique.

² Kenneth Waltz, un éminent internationaliste, a introduit une nouvelle perspective théorique dans les Relations Internationales, appelée réalisme néoclassique. Présentée dans son ouvrage "Theory of International Politics" (1979), cette approche s'inspire du réalisme traditionnel tout en marquant une rupture conceptuelle. Waltz conserve des éléments tels que la centralité des États, la séparation entre les ordres interne et externe (qu'il souligne particulièrement) et la nature anarchique du système international. Cependant, il innove en choisissant de se concentrer sur la structure du système international plutôt que sur les actions individuelles des États. Cette approche, souvent qualifiée de "structuro-réalisme" ou "réalisme structurel," met en évidence l'influence prédominante du concept de "structure" dans la compréhension de la politique internationale selon cette théorie.

I. L'Importance Géographique et Géopolitique de l'Asie Centrale pour la Turquie et la Russie :

L'Asie centrale se révèle être une région dépourvue d'une cohésion interne distincte, telle que conceptualisée dans le domaine des relations internationales en ce qui concerne la notion de région. Cette absence de cohésion est principalement attribuable au fait qu'une grande partie de cette région présente des frontières fluides et définies de manière négative. En tant que zone géographique dynamique, l'Asie centrale s'inscrit dans un contexte géopolitique complexe, étant bordée par la Russie, l'Inde, la Chine, le monde islamique et l'Occident, tout en évoquant des échos de l'ancienne Route de la Soie. Par conséquent, l'Asie centrale revêt davantage la nature d'un "label" que celle d'un concept analytique clairement défini (Chuvin, Létolle., Peyrouse, 2008, p.30).

En accord avec la perspective avancée par la théorie de l'axe géographique de l'histoire de Mackinder, cette région occupe une position centrale et joue un rôle de pivot géographique fondamental dans la stratégie mondiale. Elle est fréquemment désignée comme le "Cœur de la Terre". De surcroît, la région de l'Asie centrale se révèle être une des zones stratégiques de chevauchement dans le contexte géopolitique et stratégique de la région européenne. Sa géographie et son étendue géopolitique lui confèrent une importance stratégique indéniable en tant que point de convergence entre l'Europe et l'Asie, servant de pont entre le nord et le sud, et l'est et l'ouest (Eisenbaum, 2005, p. 57).

En raison de sa position géographique stratégique, l'Asie centrale joue un rôle essentiel dans son propre développement, et cette croissance est largement tributaire de son accès aux marchés mondiaux. Cette région occupe une place significative au sein du système politique et économique mondial, et elle est entourée de certaines des économies les plus dynamiques de la planète, parmi lesquelles figurent les trois pays membres du BRICS, à savoir la Russie, l'Inde et la Chine, (Mario Telo, 2017).

Comme l'a mis en lumière Frand Viller, l'Asie centrale a incontestablement retrouvé, à plusieurs reprises au cours de son histoire, une importance structurelle exceptionnelle. À travers différentes époques historiques jusqu'à nos jours, l'Asie centrale a constamment occupé une position centrale dans le monde, comme l'a noté de manière comparative le renommé chercheur en développement André Gunder Frank. Cette région a attiré l'attention des empires et des grandes puissances en raison de sa position géographique stratégique et de ses ressources, et elle a également été le théâtre de rivalités géopolitiques, avec des phases d'exclusion violente

de cette arène géographique majeure pour permettre l'entrée de nouveaux acteurs (Cariou, (2004).

L'Asie centrale se profile comme l'une des régions pivot du monde, étant au cœur de l'espace continental. Elle revêt une importance cruciale en raison de son potentiel économique considérable et de sa position géopolitique stratégique, émergeant progressivement comme un centre économique d'envergure mondiale. Cette région se caractérise par des dynamiques géopolitiques accentuées et une rivalité exacerbée entre les grandes puissances, plus prononcées que dans d'autres parties du globe. Les conflits ethniques et religieux, la compétition pour les ressources énergétiques et les stratégies des acteurs politiques locaux sont des éléments récurrents du contexte régional de l'Asie centrale (Hill, (2001).

Dans le contexte géopolitique examiné à travers le prisme de la Russie fédérale, une connexion cruciale émerge principalement avec la sphère méridionale de son influence, où les républiques d'Asie centrale se trouvent au centre de l'équation. Cette interrelation trouve sa principale articulation par le biais du Kazakhstan, qui partage une frontière commune avec la Russie et s'étend jusqu'aux rives de la mer Caspienne, traversant également le Turkménistan (Gomart, 2007, p.224).

Il convient de noter que la Russie a forgé une profondeur géopolitique et géostratégique en Asie centrale, une histoire qui remonte au III^e siècle après J.-C., époque où cette région était traversée par la célèbre Route de la Soie, reliant l'Est de la Chine à l'Ouest de la Méditerranée (Bassin, (1991). Les experts en affaires russes s'accordent unanimement sur plusieurs motifs fondamentaux qui confèrent une importance capitale à l'Asie centrale pour la Russie :

L'Asie centrale constitue le cœur même de l'Asie, agissant comme un centre mondial pivot dans le contexte des échanges économiques et commerciaux.

Cette région partage des frontières avec l'ensemble des nations et groupes ethniques d'envergure sur le continent asiatique, ainsi qu'avec la Turquie. Elle fait également face à la péninsule indienne, créant ainsi une zone de convergence au sein de laquelle différentes puissances économiques et militaires se rencontrent et interagissent.

Du fait de son vaste territoire, la Russie bénéficie d'un accès à une multitude de ressources et de groupes ethniques. Elle est bien consciente des pertes potentielles qu'elle pourrait subir si elle venait à perdre cette influence.

La région de l'Asie centrale constitue un enjeu à la fois social, politique et culturel dans la rivalité entre la Russie et la Turquie, ainsi qu'un point de friction entre l'islam et le christianisme. La Russie ambitionne de devenir le pivot économique de ces républiques, notamment en ce qui concerne le transport du gaz et du pétrole (Djalili et Kellner, 2014).

Les tensions et les défis qui opposent la Russie à la Turquie sont profondément influencés par leur rivalité stratégique et économique en Asie centrale. Chacun des acteurs cherche à maintenir son influence et à protéger ses intérêts dans cette région (Bayram, 2014). L'économie mondiale joue un rôle essentiel dans ce contexte, car le transport et l'exportation de gaz et de pétrole renforcent la puissance et l'influence des États.

La Turquie, en tant qu'acteur géopolitique de premier plan, aspire également à renforcer son rôle en Asie centrale et à étendre sa présence économique dans cette région. La rivalité entre les religions de l'islam et du christianisme, ainsi que d'autres facteurs culturels et historiques, contribuent à façonner les dynamiques et les tensions présentes dans la région (Carrere d'encausse, 1966).

En général, les relations au sein de la région de l'Asie centrale exigent de la souplesse et un dialogue constructif pour faire face aux défis sociaux, culturels et économiques qui sont partagés entre la Russie, la Turquie et les autres nations de la région.

En ce qui concerne la Turquie, l'Asie centrale revêt une grande importance en raison de plusieurs facteurs majeurs. Tout d'abord, les pays d'Asie centrale jouent un rôle géopolitique de première importance en tant qu'interface cruciale entre la Russie et la Chine. Ils occupent un espace stratégique qui se situe entre ces deux puissances régionales, de même qu'entre l'Iran, et ils représentent des concurrents de diverses envergures pour la Turquie. En outre, il est essentiel de noter que tous les pays d'Asie centrale ont un accès à la mer Caspienne, une région abondante en réserves de pétrole et de gaz, qui constituait la deuxième plus grande réserve pétrolière mondiale en 2015 (Stronski, P., and N. Nicole, 2018).

L'Asie centrale, caractérisée par sa vaste étendue couvrant près de 4 millions de kilomètres carrés, surpasse en superficie l'ensemble des nations européennes réunies. Malgré la diversité linguistique et ethnique qui prédomine dans cette région, les communautés de langue turque y exercent une influence significative. Cette réalité confère naturellement à la Turquie des avantages politiques, culturels et économiques. La Turquie a su habilement exploiter cette situation en mettant en œuvre divers moyens, notamment des séries télévisées populaires en turc, des initiatives universitaires et des activités de prosélytisme islamique. Ces stratégies ont contribué de manière substantielle à accroître la popularité de la Turquie auprès des élites et de la population en Asie centrale. En étant pleinement consciente de l'importance géostratégique de l'Asie centrale, la politique étrangère turque a remporté des succès notables dans cette région en 2019 (Raballand, 2002).

II. Les Stratégies de la Russie et de la Turquie envers l'Espace Post-soviétique

1-Mécanismes de Mise en Œuvre de la Stratégie Turque

La Turquie s'appuie sur divers domaines tels que l'économie, la sécurité et l'énergie pour mettre en œuvre ses stratégies à l'égard de l'espace post-soviétique.

a. Le Domaine Économique :

Dans le contexte économique, l'évolution économique en Turquie a engendré l'émergence d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs, communément désignée sous l'appellation "tigres d'Anatolie". En raison de leur proximité géographique avec l'espace post-soviétique et de facteurs culturels, ces entrepreneurs ont saisi les opportunités économiques et financières offertes par les pays d'Asie centrale. Ils ont activement soutenu les efforts de l'État turc visant à instaurer la stabilité économique dans la région, en mettant l'accent sur le commerce, les infrastructures, l'énergie et les communications (Carrere d'encausse, 1966, p.272). La Turquie a renforcé ses liens économiques dans ces secteurs. L'accès qu'offre la Turquie aux marchés de l'Union européenne représente un atout attrayant pour les pays d'Asie centrale.

Des associations d'entreprises telles que l'Union turque des hommes d'affaires et des industriels (TUSKON) s'efforcent de plus en plus de lancer des initiatives et de renforcer la participation de leurs membres dans la région. Cependant, il convient de noter qu'il n'existe pas de preuves attestant que les relations économiques entre la Turquie et l'Asie centrale ont connu un développement plus rapide que les relations avec d'autres régions du monde. De plus, aucun pays d'Asie centrale ne figure parmi les 20 principaux partenaires commerciaux de la Turquie (Carrere d'encausse, 1966, p.272).

Le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et les pays de la région a atteint environ 7 milliards de dollars en 2016. En décembre 2017, les investissements cumulés des entreprises turques dans la région ont dépassé les 13 milliards de dollars. De plus, les projets réalisés par les entreprises de construction turques dans la région ont atteint une valeur locative d'environ 86 milliards de dollars, avec près de 4 000 entreprises turques activement présentes sur le terrain (Djalili et Kellner, 2014, p.24). La protection des intérêts économiques profondément enracinés revêt une importance capitale dans l'approche d'Ankara envers la région. Par conséquent, la vigilance à l'égard des risques liés aux investissements a suscité un intérêt croissant, ainsi qu'une

participation directe aux questions politiques internes et à la stabilité économique³ (Bayram, 2014).

Le maintien de relations diplomatiques solides avec les gouvernements d'Asie centrale est considéré comme une approche pragmatique et efficace pour gérer ces risques, offrant ainsi une opportunité opportune d'implication dans les questions locales sensibles. Bien que l'avenir révèle la manière dont Ankara naviguera au sein de ces dynamiques, il est manifeste que la coopération économique avec l'Asie centrale s'est intensifiée. Cependant, certains analystes suggèrent que les responsables turcs ont peut-être surestimé l'impact des activités commerciales de la Turquie dans la région (Stronski, et Nicole, 2018). Les entreprises turques n'ont pas exercé une domination économique régionale et leurs activités n'ont pas été plus remarquables que celles d'autres entreprises. Par conséquent, l'importance de l'Asie centrale en termes d'intérêts économiques demeure encore à déterminer (Zakka, 2016).

b. Le Secteur Énergétique :

Alors que l'économie mondiale devient de plus en plus dépendante de l'énergie, le gouvernement turc tente de diversifier ses sources d'approvisionnement et de répondre à ses besoins sans dépendre uniquement de la Russie et surtout de l'Asie. La Turquie a joué un rôle de médiateur dans les questions liées aux champs pétroliers et gaziers de la mer Caspienne, notamment entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, établissant une connexion directe par le biais des pipelines Bakou-Tbilissi-Ceyhan (long de 1 700 kilomètres) pour le pétrole et Bakou-Tbilissi-Erzurum pour le gaz. Nonobstant les oppositions rencontrées, la Turquie singe l'ambition à asseoir par place unique pipeline transcaspien quel accroîtrait les approvisionnements sur commencement convenable Turkménistan et droit Kazakhstan. De telles initiatives contribueraient significativement à renforcer le rôle de la Turquie en tant qu'acteur majeur dans le secteur énergétique régional, consolidant ainsi son influence à l'échelle mondiale. En 2007, le Parti de la Justice et du Développement a proposé la création d'une institution similaire à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, axée sur les fournisseurs de gaz régionaux entre la Turquie et les pays d'Asie centrale. Cependant, les progrès dans cette direction en Asie centrale, où la Russie et la Chine jouent un rôle prépondérant, semblent être limités. La position de la Turquie sur cette question est donc susceptible de devenir plus

³ Les publications de l'association des hommes d'affaires turcs, UTID Haber Bülteni, contiennent parfois des données intéressantes sur les liens économiques turco-ouzbeks. La même association, basée à Tachkent, a fait paraître un guide économique sur l'Ouzbékistan. Les principales publications de cette association sont envoyées en Turquie et distribuées dans les plus grandes bibliothèques, dont celle du DEIK.

complexe et plus intense à l'avenir (Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye. <https://www.mfa.gov.tr/l-aide-humanitaire-de-la-turkiye.fr>. 2015).

c. Les Aides Économiques :

À l'échelle mondiale, l'aide extérieure fournie par la Turquie a enregistré une croissance significative, augmentant de 98 % en 2012. Une grande partie de cette assistance a été allouée aux pays en proie à des conflits, tels que la Géorgie et l'Arménie⁴ (Lamelle et Peyrouse, 2010, p.220). Le ministère des Affaires étrangères turc met en exergue le renforcement de l'assistance au développement en vue de soutenir diverses nations impactées par des catastrophes naturelles et d'autres facteurs d'instabilité, incluant les crises humanitaires⁵ (Zakka, 2016). L'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) a été créée pour apporter son soutien aux nations d'Asie centrale nouvellement indépendantes. Selon des experts turcs, TIKKA s'efforce actuellement d'appuyer divers secteurs tels que la stabilité des États, l'intégration régionale, les réformes économiques et politiques, l'intégration régionale et mondiale, les relations bilatérales et la transition énergétique locale. En 2005, 50 % de l'aide totale fournie par la Turquie était destinée aux infrastructures sociales. Cette proportion atteignait 40 % pour le Turkménistan, 63 % pour le Kirghizistan, 82 % pour le Tadjikistan et 58 % pour le Kazakhstan.

Le pourcentage de l'aide octroyée à la région par rapport à l'aide totale de la Turquie à l'échelle mondiale a connu une réduction. Au lieu de cela, une concentration accrue s'est opérée en faveur de l'Afrique et du Moyen-Orient, par exemple. En 1992, pratiquement toute l'aide de la Turquie était destinée à l'Asie centrale. En 2005, 55 % des projets de l'agence TIKKA étaient menés dans le Caucase et en Asie centrale. Ce chiffre a été réduit à 36 % en 2010 (sans chiffres spécifiques pour l'Asie centrale seule). L'aide totale à la région a atteint son pic à un peu plus d'un milliard de dollars par an de 1992 à 2003, puis a connu une diminution considérable jusqu'à un certain point de 2003 à 2008. Malgré les éventuelles imprécisions des données, la Turquie a concentré son aide sur le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan, tandis que le

⁴ Selon le Rapport sur l'aide humanitaire mondial, la Türkiye a alloué 0,86 % de son revenu national brut à l'aide humanitaire en 2021, maintenant sa position de "pays le plus généreux du monde" depuis 2015. De même, avec une aide humanitaire de 5,587 milliards de dollars, notre pays occupe la deuxième place dans le classement des pays fournissant le plus d'aide humanitaire après les États-Unis en 2021. En 2020, ces chiffres étaient respectivement de 8,036 milliards USD et de 0,98 %.

⁵ Cette référence met en relief le rôle médiateur joué par la Turquie dans les questions énergétiques de la mer Caspienne, ainsi que sa détermination à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie, particulièrement en provenance d'Asie centrale. Elle évoque également les initiatives déployées par la Turquie pour renforcer sa position en tant qu'acteur majeur dans le domaine énergétique régional. Cela inclut la proposition de créer une institution analogue à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, axée sur les fournisseurs de gaz régionaux, établissant ainsi un partenariat entre la Turquie et les pays d'Asie centrale. Cependant, elle souligne que les progrès dans cette direction sont limités en raison de l'influence prédominante de la Russie et de la Chine en Asie centrale, ce qui rend la position de la Turquie plus complexe et intense pour l'avenir.

Turkménistan a conservé une priorité moindre (Charillon, 2002)⁶. Ces évolutions de la politique peuvent s'expliquer par la victoire du Parti de la Justice et du Développement lors des élections de 2002, ainsi que par les transformations internes survenues au sein des pays d'Asie centrale au niveau de leurs gouvernements (Djalili et Kellner, 2014)⁷.

d. La Stratégie de Sécurité :

La Turquie partage actuellement des "inquiétudes spécifiques liées à des facteurs déstabilisateurs tels que les mouvements extrémistes, le trafic de drogue et d'armes, ainsi que les activités terroristes au sein des républiques d'Asie centrale... En conséquence, le gouvernement apporte un soutien financier et propose des formations militaires à ces pays en complément de son assistance au développement. Les relations militaires se concentrent essentiellement sur la fourniture d'équipements et la formation des forces armées au Kirghizistan et en Ouzbékistan, en vue de les aider dans leur lutte contre les mouvements rebelles (Bayram, 2017). Depuis le début du XXI^e siècle, la Turquie collabore étroitement avec les forces spéciales de ces deux pays dans le cadre de programmes de formation. En 1999, la Turquie a accueilli le Centre de l'OTAN pour les partenariats de l'OTAN pour la formation à la paix à Ankara, où des militaires d'Asie centrale ont participé à plusieurs occasions. En 2012, la Turquie a accepté de fournir une assistance militaire au Kirghizistan pour lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration illégale, tout en renforçant les secteurs de la défense et de la sécurité (Stern, 2022).

En 2013, la Turquie a également proposé d'aider le Kirghizistan à transformer la base militaire de l'OTAN à Manas en un aéroport commercial. De plus, l'assistance turque comprend des programmes de formation destinés à la police au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au

⁶ Il est pertinent de mettre en lumière la croissance substantielle de l'aide étrangère octroyée par la Turquie à l'échelle mondiale, particulièrement à l'égard des nations impactées par des conflits, à l'exemple de la Géorgie et de l'Arménie. Cette observation souligne également le rôle prépondérant de l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) dans la dispensation d'assistance aux nations d'Asie centrale nouvellement indépendantes. Cette assistance s'étend à des domaines cruciaux tels que la préservation de la stabilité étatique, la mise en œuvre de réformes économiques et politiques, la promotion de l'intégration régionale et mondiale, ainsi que la transition vers des sources d'énergie durables. Les chiffres donnés indiquent les proportions d'aide allouées aux infrastructures sociales dans les pays d'Asie centrale. De plus, les références soulignent les évolutions de la politique d'aide de la Turquie dans la région, avec une diminution de l'aide accordée à l'Asie centrale au profit de l'Afrique et du Moyen-Orient, ainsi que des changements internes dans les pays d'Asie centrale et des évolutions politiques en Turquie ».

⁷ Les préoccupations de la Turquie concernant la stabilité de l'Asie centrale et son engagement à fournir une aide financière, une formation militaire et une assistance au développement pour lutter contre les facteurs de déstabilisation tels que les mouvements extrémistes, le trafic de drogue, les armes et les activités terroristes. Elles mettent également en évidence la coopération militaire établie entre la Turquie et les nations d'Asie centrale, englobant notamment la fourniture d'équipements ainsi que la formation des forces spéciales. L'aide dispensée par la Turquie englobe également des initiatives de formation destinées aux forces de police, aux juges et aux procureurs dans divers pays de la région asiatique centrale.

Kazakhstan. Des formations ont également été dispensées à des juges et des procureurs au Kazakhstan (Stern, 2022).

2. La Stratégie Russe en Asie Centrale :

a. Intérêt Énergétique :

La notion de la "route du gaz", sous-tendue par les concepts de géo-économie et de diplomatie énergétique, révèle l'évolution des grandes puissances, qui se manifestaient auparavant par leurs capacités militaires jusqu'à la fin de la Guerre froide. Face aux nouveaux enjeux énergétiques, aussi bien les pays consommateurs que les pays exportateurs se posent la même question : quelle stratégie mettre en place pour sécuriser leurs approvisionnements énergétiques et éviter les contraintes géopolitiques et géostratégiques en constante évolution depuis la fin de la Guerre froide ?

La Russie conserve une présence énergétique dominante en Asie centrale, mais cette image est nuancée. Traditionnellement, ses activités se concentrent sur le Kazakhstan, où les relations avec l'ancien régime au pouvoir dans le secteur énergétique demeurent très étroites. Par exemple, la société russe Lukoil est impliquée dans jusqu'à sept projets pétroliers et gaziers terrestres, ainsi que trois projets d'exploration en mer dans la zone kazakhe de la mer Caspienne (Stern, 2022). La Russie continue de contrôler le principal oléoduc acheminant le pétrole kazakh, et l'expansion de la capacité de l'Union du pipeline de la mer Caspienne, un projet essentiel pour la coopération bilatérale dans le secteur de l'énergie, a convaincu le Kazakhstan d'augmenter ses exportations de pétrole par ce pipeline ou de s'en éloigner (Djalili et Kellner, 2014). Actuellement, le Kazakhstan détient environ 40 % des réserves de pétrole de Lukoil, et les projets dans ce pays fournissent plus de 90 % du pétrole et plus de 40 % du gaz naturel produits par Lukoil en dehors de la Russie (TROUDE, 2010). Cependant, la société Rosneft, opérant au Kazakhstan sous la marque N-Exploration, n'a rencontré que peu de succès jusqu'à présent. Il convient de noter que la part de la Russie dans les ventes de pétrole en Asie centrale demeure globalement modeste, malgré une augmentation rapide depuis 2003, et le commerce des hydrocarbures restent en deçà de son niveau durant l'ère soviétique (BAYRAM BLACI, 2019, p.134)⁸.

⁸ Notons le rachat de deux raffineries importantes en Bulgarie (Naftokihim – Bourgas) et en Roumanie (Petrotel – Ploesti), des raffineries de Bosanski Brod et Modrica en Republika Srpska, de Pančevo et Novi Sad en Serbie. Lukoil a remporté l'appel d'offres du gouvernement serbe concernant la privatisation de 79% des actions de la société de distribution de carburants Beopetrol. L'entreprise russe est également présente en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Macédoine, en Grèce, etc.

En Ouzbékistan, les perspectives les plus prometteuses se situent dans le secteur du gaz, où les plus grandes entreprises russes, Gazprom et Lukoil, jouent un rôle actif non seulement dans l'exportation du gaz, mais également dans son développement (Bayram Blaci, 2019, p.134)⁹. Ces deux sociétés représentent plus de 20 % de la production totale de gaz naturel en Ouzbékistan. Quant au Turkménistan, la Russie se concentre principalement sur le secteur du gaz naturel, avec la société russe Itera étant la seule à participer directement au développement des ressources énergétiques turkmènes, bien que Lukoil cherche à pénétrer le marché turkmène. La présence russe y reste limitée, car Achgabat n'autorise les investissements étrangers que dans les champs de gaz offshore, qui sont coûteux et techniquement complexes (Djalili et Kellner, 2014)¹⁰.

À une échelle plus vaste, les voies d'exportation ne sont plus exclusivement sous le contrôle de la Russie. Le gaz turkmène est désormais directement acheminé vers l'Iran et, plus récemment, vers la Chine par l'intermédiaire de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Dans un marché aux destinations d'exportation diversifiées, nous observons que Moscou ne peut plus exercer le même contrôle sur les prix du gaz et du pétrole en Asie centrale qu'auparavant, car ceux-ci sont désormais influencés par les besoins énergétiques (Djalili et Kellner, 2014).

Les investissements des sociétés énergétiques russes au Kirghizistan et au Tadjikistan sont principalement représentés par Gazprom, qui, en réalité, monopolise les marchés des produits pétroliers dans les deux pays par le biais de ses filiales. Les projets d'investissement de grande envergure avec la Russie se concentrent principalement sur la production d'énergie électrique. L'un des projets phares est la centrale hydroélectrique de Kambarata au Kirghizistan. Moscou a alloué 2,1 milliards de dollars pour une deuxième centrale à Kambarata, afin d'ajouter une station supplémentaire à celle déjà en fonctionnement, mais la décision a été initialement reportée (Vashanov, 2005). Un accord a été conclu lors de la visite du président Poutine au Tadjikistan en septembre 2012 pour que la Russie continue de construire quatre autres centrales hydroélectriques au Kirghizistan d'ici 2016¹¹ (Breault, Jolicœur et Levesque, 2003).

⁹ Gazprom a pris part à la privatisation de la société pipelinière slovaque SPP en association avec Gaz de France et Ruhrgas. Le géant gazier russe a également des visées sur des actifs en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie, en Macédoine.

¹⁰ Les autres acteurs du secteur gazier d'amont en Russie sont les compagnies pétrolières russes (CPR) qui détenaient environ 10.7 trillions de mètres cubes de réserves prouvées en 2002 et une poignée de sociétés gazières indépendantes. Leur part dans la production totale augmente régulièrement, bien que celle-ci ait été faible au départ, et aussi bien Gazprom que le gouvernement tablent sur le maintien de cette tendance pendant un certain temps. Une large part de la production des CPR est constituée de gaz associé, bien que 20 à 25 pour cent de celui-ci soit brûlé en torchère, car il n'est pas rentable de le traiter et de le vendre.

¹¹ Le problème de l'eau en Asie centrale n'est ni un problème économique ni un problème technique, mais une question profondément politique qui ne peut trouver de solution que sur la base d'une volonté de coopération entre les régimes en place. La nature de ces régimes et les relations qu'entretiennent les gouvernements au plus haut

En ce qui concerne le Tadjikistan, il y avait une certaine incertitude quant à la position de la Russie concernant la construction du barrage de Rogun. Cependant, il y a désormais plus de clarté concernant le projet de construction de la centrale hydroélectrique. En réalité, le plus grand projet au Tadjikistan est la centrale hydroélectrique de Sangtuda 1, qui a été mise en service en juillet 2009. Le gouvernement de la Fédération de Russie, ainsi que les sociétés russes Rosatom et Inter RAO UES, détiennent 75 % des actions de Sangtuda 1 et ont investi environ 680 millions de dollars dans sa construction. Ils investissent également environ 120 millions de dollars dans plusieurs autres projets de coopération qui sont soit en discussion, soit en attente d'approbation¹² (Despiney-Zochowska, 2007).

b. Sur le plan économique :

Sur le plan économique, la Russie occupe une place prépondérante dans son activité extérieure, malgré les difficultés économiques. Elle s'est distinguée en tant que seule république parmi ses voisines à connaître des progrès économiques substantiels. Confrontée à cette réalité, la Russie a réorienté sa politique étrangère dans la région, adoptant une approche pragmatique qui renforce ses liens économiques avec les pays d'Asie centrale, ce qui a attiré l'attention de ces pays et permis à la Russie de cibler ses politiques de manière plus précise (FERRANDO, 2010)¹³.

Bien que la Russie ait perdu sa position de principal partenaire commercial au profit de la Chine dans les cinq pays d'Asie centrale, son engagement économique dans la région reste diversifié. Cela englobe des secteurs tels que l'exploitation minière, la construction, l'industrie militaire, les télécommunications, les transports et l'agriculture. En 2011, le volume total des échanges

niveau n'inspirent pas l'optimisme, d'autant que ces derniers ont multiplié les déclarations belliqueuses ces derniers temps. Il est à craindre qu'à défaut d'être à l'origine de conflits entre ces pays, la problématique de l'eau en Asie centrale continuera à l'avenir d'alimenter les tensions dans la région, dans une sorte de cercle vicieux où la défiance le dispute à l'irrationalité.

¹² L'Asie centrale est d'autant plus un terrain de rivalité entre Moscou et Pékin compte tenu du fait que ces dernières années, la Russie a perdu du terrain face à la Chine, qui est devenue le premier partenaire commercial de la plupart des pays d'Asie centrale. Il existe donc une concurrence économique majeure entre les deux pays.

¹³ Le rôle économique de la Russie en Asie centrale et émane de sa volonté de renforcer ses liens économiques avec les pays de la région. Malgré les difficultés économiques, la Russie est devenue le seul pays parmi ses voisins à connaître des progrès rapides, ce qui lui a permis de réorienter sa politique étrangère dans la région de manière plus précise. La Russie maintient des relations économiques diversifiées avec l'Asie centrale, couvrant des secteurs tels que l'exploitation minière, la construction, l'industrie militaire, les télécommunications, les transports et l'agriculture. Les échanges commerciaux entre la Russie et les pays d'Asie centrale couvrent des produits manufacturés, des matières premières naturelles, des produits agricoles et des produits chimiques. La Russie a également mis en place plusieurs initiatives de coopération économique, telles que l'Union douanière, la Communauté économique de l'Eurasie et la Zone de libre-échange de la Communauté des États indépendants, afin de défendre ses intérêts économiques. De plus, la migration de la main-d'œuvre et les transferts financiers régionaux jouent un rôle considérable dans la relation entre la Russie et l'Asie centrale, avec un grand nombre de travailleurs migrants venant des pays d'Asie centrale pour occuper des emplois en Russie et au Kazakhstan, ce qui contribue au soutien des économies des pays d'origine et à l'économie russe.

commerciaux atteignait 27,3 milliards de dollars. Les principales exportations russes vers l'Asie centrale comprennent des produits manufacturés tels que les denrées alimentaires, les machines, les textiles et les équipements de transport. De leur côté, les pays d'Asie centrale exportent principalement des matières premières naturelles, des produits agricoles et des produits chimiques vers la Russie (Ferrando, 2010).

Pour protéger ses intérêts économiques, la Russie a développé plusieurs initiatives de coopération, notamment l'Union douanière, la Communauté économique de l'Eurasie (EurAsEC) (Teurtrie, 2017), la Banque de développement de l'Union économique eurasiennne, le Fonds de crise et l'accord de la Zone de libre-échange de la Communauté des États indépendants. La Russie dispose donc d'un large éventail d'outils économiques à la fois multilatéraux et bilatéraux, bien qu'elle recherche actuellement des moyens de réduire son intervention ou les opportunités qui lui sont offertes (Ferrando, 2010). La Russie accorde une attention particulière à l'assistance économique allouée aux nations d'Asie centrale à faible revenu, que ce soit dans le contexte de partenariats bilatéraux, au sein de la Communauté des États indépendants ou dans le cadre des relations entre l'Europe et l'Asie centrale.

Cependant, la contribution russe aux programmes internationaux d'aide au développement reste relativement modeste. À titre d'illustration, à la suite des affrontements violents survenus en avril et juin 2010 au Kirghizistan, l'assistance humanitaire bilatérale de la Russie a atteint la somme de 25 millions de dollars. Dans le même intervalle, les institutions financières internationales ont débloqué un montant de 1,1 milliard de dollars en l'espace de 30 jours, dans le dessein de stimuler l'économie locale et de reconstruire les infrastructures sévèrement endommagées dans la région méridionale du pays.

La participation économique de la Russie en Asie centrale s'accompagne de questions cruciales telles que la migration de la main-d'œuvre et les transferts financiers régionaux. Ces aspects revêtent une importance capitale dans les relations entre la Russie et l'Asie centrale. Obtenir des données précises est complexe, mais on estime qu'environ deux millions d'Ouzbeks, 800 000 Tadjiks et 600 000 Kirghizes se rendent régulièrement en Russie et au Kazakhstan à la recherche d'emplois saisonniers ou temporaires. Certains responsables russes ont même avancé que jusqu'à 4,5 millions de travailleurs d'Asie centrale vivent et travaillent en Russie. Les transferts financiers de ces travailleurs migrants ont joué un rôle substantiel dans le soutien aux économies du Tadjikistan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan au cours des dix dernières années (Teurtrie, 2017).

Pour la Russie, cette importante main-d'œuvre à bas salaires en provenance d'Asie centrale revêt une importance significative pour son économie, surtout compte tenu des défis démographiques

et des besoins auxquels elle est confrontée. Les travailleurs migrants sont disposés à occuper des emplois peu rémunérés mais essentiels. Pour les nations les plus économiquement défavorisées d'Asie centrale, la migration de la main-d'œuvre représente un soutien essentiel face aux perturbations économiques. Elle joue un rôle significatif dans l'atténuation de la pression sociale potentielle résultant de taux de chômage plus élevés (Dagenais, 2017).

c. L'aspect militaire et sécuritaire :

L'importance stratégique de l'Asie centrale se manifeste également sur le plan militaire et sécuritaire, faisant de cette région un marché potentiel pour les pays nouvellement indépendants et en pleine construction de leurs capacités militaires. La Russie, en contribuant à la réorganisation de ses forces armées et à l'amélioration de sa puissance militaire, joue un rôle crucial en tant que facteur d'attraction et de stabilité, tant à l'échelle régionale qu'internationale. La dimension de la coopération économique entre la Russie et les nations d'Asie centrale est étroitement intriquée avec les enjeux sécuritaires, notamment la lutte contre le trafic illicite de drogues de l'Asie centrale vers la Russie, un commerce estimé à environ 20 milliards de dollars, voire davantage. Pour la Russie, en plus de l'impact humanitaire, il s'agit d'une préoccupation économique de première importance, tout comme pour tout autre pays. Le trafic de drogues alimente le secteur économique informel, la corruption et le crime organisé, tant en Russie qu'en Asie centrale, représentant ainsi près de 20 % du marché mondial des drogues, avec des recettes annuelles estimées à environ 13 milliards de dollars provenant du commerce de drogues illicites. De ce fait, la Russie détient le deuxième marché mondial de la drogue, après l'Europe, avec respectivement 26 % et 20 milliards de dollars, selon un rapport des Nations Unies (Dagenais, 2017).

La Russie demeure la principale puissance sécuritaire de la région. D'une part, elle dispose des capacités nécessaires pour répondre à une crise et assume une responsabilité implicite en cas d'aggravation de la situation. Cependant, d'autre part, elle exprime également une réticence manifeste à intervenir, le faisant uniquement lorsque ses intérêts nationaux ou vitaux sont en jeu. Cela a été observable lors des événements tragiques d'Och (Dagenais, 2017) en 2010, au Kirghizistan, où la Russie n'a pas réagi, considérant que la violence n'était pas une menace directe pour ses intérêts¹⁴. Alors que les arrangements multilatéraux tels que l'Organisation du Traité de Sécurité Collective et l'Organisation de coopération de Shanghai conservent leur

¹⁴ Leur intensité et leur caractère ethnique, les violences n'étaient pas sans rappeler les guerres civiles dont les Balkans, l'Afrique des Grands Lacs ou le Caucase avaient fait la triste expérience au cours des années 1990. Les médias ont d'ailleurs souvent fait la comparaison, tant ces drames étaient encore présents dans notre mémoire collective et semblaient permettre de mieux appréhender la situation au Kirghizistan.

importance pour Moscou, on constate une tendance significative vers des relations bilatérales renforcées dans le domaine de la sécurité en Asie centrale (Desuin, 2015)¹⁵. La Russie accorde désormais une attention particulière aux relations bilatérales avec le Kirghizistan et le Tadjikistan, tant sur le plan de la coopération économique que sécuritaire.

La Russie occupe incontestablement une position centrale au sein de la région d'Asie centrale, exerçant une influence significative sur les plans de sécurité et de géopolitique. D'un côté, elle démontre sa capacité à gérer les crises tout en ressentant la responsabilité de préserver la stabilité régionale. Cependant, de l'autre côté, elle fait preuve d'une certaine réserve en matière d'intervention militaire, n'agissant que si ses intérêts nationaux ou ses priorités stratégiques sont directement menacés. Un exemple manifeste de cette réserve fut observé lors des troubles qui ont éclaté à la suite des tragiques événements d'Och en 2010 au Kirghizistan, où la Russie ne perçut pas la situation comme une menace immédiate pour ses intérêts.

En 2014, un accord fut ratifié entre la Russie et le Kazakhstan en vue de mettre en place un système de défense aérienne unifié, incitant ainsi Moscou à fournir gratuitement des systèmes S-300 à Astana. La Russie explore actuellement la création d'un système régional pour l'Asie centrale, englobant le Kirghizistan et le Tadjikistan. Par ailleurs, dès 2001, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont établi les Forces collectives de déploiement rapide (FCDR/OTSC) pour la région d'Asie centrale, destinées à contrer la menace talibane. Comptant environ 5 000 militaires, cette force inclut la présence militaire russe au Tadjikistan, la base aérienne russe de Kant au Kirghizistan, ainsi qu'un bataillon provenant de chacune des trois républiques centrasiatiques (Dagenais, 2017)¹⁶.

Bien que les accords multilatéraux tels que l'Organisation du Traité de Sécurité Collective et l'Organisation de coopération de Shanghai continuent de jouer un rôle de premier plan dans la politique russe à l'égard de l'Asie centrale, il est évident que les relations bilatérales gagnent en importance, notamment en matière de sécurité. La Russie se concentre principalement sur ses relations avec le Kirghizistan et le Tadjikistan dans le cadre de sa coopération en matière économique et sécuritaire (Bayram, 2019)¹⁷.

¹⁵ La livraison d'armes lourdes à l'Azerbaïdjan en 2013 a été interprétée comme une réponse de la Russie aux velléités pro-européennes de l'Arménie. Toutefois, grande a été la déception des autorités arméniennes en 2014 quand elles ont dû constater qu'après leur accord sur l'Union douanière, ces livraisons se sont poursuivies.

¹⁶ La coopération militaro-technique (armement) est également un domaine important, qui a fait l'objet de plusieurs accords spécifiques dans le cadre de l'OTSC. Les États-membres sont particulièrement intéressés par cet aspect dans la mesure où Moscou, qui par ailleurs continue de former gratuitement une grande partie des officiers supérieurs de ses partenaires, fournit des armements sur la base de tarifs préférentiels ou sous forme de cession à titre gratuit.

¹⁷ L'OTSC regroupe la Russie et six autres anciennes républiques soviétiques (la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) autour d'un objectif de coopération militaire pour

Dans le domaine de la défense, la coopération sécuritaire entre la Russie et le Tadjikistan se manifeste par le déploiement de la deuxième plus grande unité militaire russe à l'étranger, à savoir la 201e division de fusiliers motorisés. Cette force compte environ 7 000 soldats stationnés sur la base située à proximité de Douchanbé, répartis en trois brigades distinctes. En octobre 2012, un accord bilatéral fut conclu entre Douchanbé et Moscou, octroyant à la Russie le droit d'utiliser cette base sans versement de loyer jusqu'en 2042. Au Kirghizistan, la présence militaire russe à Kant fut prolongée jusqu'en 2032, avec la possibilité d'une extension de cinq années supplémentaires. Le nouvel accord, entré en vigueur en 2017, prévoit la création d'une base militaire russe unifiée ou intégrée regroupant toutes les installations à Kant et dans d'autres régions du pays. En échange de l'annulation de dettes considérables du Kirghizistan envers la Russie, d'un montant de 489 millions de dollars, la Russie s'engage à investir plus de 1,5 milliard de dollars pour soutenir les forces armées tadjikes et kirghizes. De plus, les dettes du Kirghizistan ont été converties en un potentiel d'investissement russe dans l'usine de Dastan, l'une des rares installations industrielles militaires présentes au Kirghizistan. Par conséquent, l'annulation des dettes et l'assistance substantielle sont mises à profit pour renforcer les arrangements de sécurité militaire existants (Yégavian, 2018).

Les autorités russes ont réussi à préserver ou à récupérer un certain nombre d'installations militaires et de recherche au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan. Parmi celles-ci, les installations les plus essentielles dans le domaine spatial post-soviétique se trouvent au Kazakhstan, faisant de ce pays un élément central du système de défense russe (Bayram, 2019). Depuis les années 1990, Astana a consenti à Moscou l'utilisation de multiples champs de tir en échange d'équipements militaires, de services de maintenance technique et de formation des officiers. En outre, Moscou a conclu des accords de location, notamment pour le cosmodrome de Baïkonour à Astana, qui accueille environ 70 % des lancements de missiles russes, ainsi que des terrains de lancement pour les essais de missiles situés dans les régions de Kourjanda, d'Ozembol, d'Aktobi et de Kizlorda. Il convient de noter que la Russie ne dispose pas d'installations militaires au Turkménistan ni en Ouzbékistan. Toutefois, il est important de souligner que de nombreux accords conclus dans ce cadre ne sont pas pleinement mis en œuvre, en raison du refus fréquent des membres de ratifier les législations nationales nécessaires pour leur application et de l'insuffisance des financements alloués à cet effet. Néanmoins, du point de vue de Moscou, les efforts visant à établir des institutions plus robustes revêtent une

garantir la sécurité collective des États-membres. L'OCS lie, depuis 2001, la Russie et la Chine à quatre républiques centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan) pour favoriser la coopération transfrontalière et promouvoir la sécurité régionale.

importance cruciale, renforçant ainsi son influence propre. De telles initiatives peuvent s'avérer plus efficaces pour asseoir la puissance russe (Jana, 2020).

III. La rivalité turco-russe en Asie centrale : Une approche émotionnelle et idéologique :

L'Asie centrale occupe une place de première importance dans les calculs stratégiques des puissances régionales et internationales voisines de la région. Sa pertinence stratégique découle de sa position géographique et de ses abondantes ressources, ce qui en fait une plateforme cruciale pour de multiples acteurs régionaux et internationaux. La région se trouve ainsi au cœur d'une compétition et d'une rivalité impliquant divers acteurs, tant régionaux (notamment la Turquie, l'Iran et Israël) qu'internationaux (comme la Chine et l'Union européenne).

Les ambitions turques visant à exercer une influence régionale en Asie centrale trouvent leur motivation dans un sentiment d'identité linguistique et ethnique partagée avec les peuples turcs de la région (Bayram, 2005). Cependant, la Turquie, malgré ses investissements économiques, se heurte aux limites de sa puissance politique et militaire dans la réalisation de ses aspirations, ce qui rend la concrétisation de ses objectifs complexe.

La Fédération de Russie conserve son statut d'acteur central et influent dans cette région, en particulier en Asie centrale et dans le Caucase, et elle joue un rôle déterminant dans la définition des évolutions locales. L'idée d'un regain de puissance russe sur la scène régionale, particulièrement en Asie centrale et au Caucase, s'est imposée, devenant une question nationale et souveraine aux yeux des nationalistes russes. Ces derniers considèrent le rétablissement de l'influence russe en Asie centrale comme une nécessité vitale (Golam, 2013). Ce processus inclut également des efforts visant à contenir les initiatives d'autres acteurs majeurs tels que les États-Unis, l'Union européenne, Israël et la Turquie (Golam, 2013).

La Russie adopte une approche privilégiant la "puissance douce" en Asie centrale sur les plans politique et économique, tout en préservant la citoyenneté russe dans la région. Elle considère l'Asie centrale comme un atout précieux sur sa trajectoire géopolitique et continue de jouer un rôle central dans la détermination des orientations régionales (Golam, (2013)¹⁸.

Au-delà des liens historiques profondément enracinés qui relie la Fédération de Russie et la Turquie aux républiques d'Asie centrale, qui remontent aux époques des empires et des

¹⁸ Il existe en fait deux projets eurasistes dont l'un dirigé par la Turquie implique un espace russe tronqué et l'autre, avec la Russie pour moteur. Dans la version intégrale russe tout panturquisme est rejeté catégoriquement : « une Eurasie non russe amènerait la mort de la Russie et de l'Eurasie même... » car seule l'insertion dans le monde russe est gage d'universalité et de stabilité. Ainsi, « ...le monde turco-musulman...ne devient une valeur positive universelle que lorsqu'il est intégré au monde russe » (Laruelle, 2013 : 676-678). Cette ambiguïté de taille du discours néo-eurasiste russe vise en réalité à dissuader les velléités d'indépendance de certains peuples Turco-eurasien.

Ottomans, plusieurs facteurs et intérêts communs contribuent à forger des dynamiques régionales complexes. Ces éléments ont engendré des intérêts vitaux ainsi que d'importantes contradictions au sein des politiques menées par ces acteurs, dont voici les principaux :

- L'aspect géopolitique, qui se manifeste à travers les préoccupations relatives à la sécurité nationale et aux intérêts fondamentaux tant de la Russie que de la Turquie.
- L'aspect économique, caractérisé par l'importance stratégique des sources d'énergie, notamment le pétrole et le gaz, ainsi que par les infrastructures de pipelines qui les sous-tendent.
- Les répercussions des événements du 11 septembre 2001 et de la guerre contre le terrorisme, qui ont remodelé la géopolitique mondiale et influencé les dynamiques régionales.
- La présence d'acteurs étrangers, en particulier les États-Unis, ainsi que les tendances à l'expansion régionale incarnées par Israël et l'Iran.

Comme l'a succinctement résumé Zbigniew Brzezinski, la Russie, bien que moins en mesure de rétablir un contrôle impérial, reste toutefois une puissance significative du fait de ses facteurs géographiques, historiques, culturels, ethniques et stratégiques. Ainsi, elle est disposée à mobiliser tous les moyens à sa disposition pour préserver ses intérêts dans cette région (Jana, 2020).

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique au début des années 1990, des transformations fondamentales ont bouleversé les républiques islamiques d'Asie centrale, qui partagent des liens nationaux, religieux et historiques avec la Turquie. Cela a donné naissance à un espace turc, qui exerce une attraction géoéconomique, géoculturelle et géopolitique sur la Turquie. Ces républiques regorgent de ressources économiques considérables, incitant la Turquie à développer des relations plus étroites avec ces nouveaux États indépendants. Elle a ainsi proposé la création d'organisations économiques d'envergure nationale telles que le Conseil mondial turc ou l'Université des États turcs (Jana, 2020).

La Turquie ambitionne de jouer un rôle majeur en tant que leader en Eurasie et aspire à servir de pont entre l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale. Dans cette optique, la Turquie a adopté une idéologie fondée sur le nationalisme, insérée dans une vision plus large du "nouveau projet ottoman" en Eurasie, visant à accroître son influence dans une région peuplée de personnes ayant des liens historiques avec l'Empire ottoman. Elle accorde également une grande importance à son orientation économique en développant ses relations et en les liant à sa vision et à son concept politique, renforçant ainsi sa base économique pour participer activement aux projets de transport énergétique vers l'ouest (Bayram, 2005).

La crise survenue entre la Turquie et la Russie en 2015 a mis en lumière les motivations de la Turquie pour s'engager davantage dans la région, en particulier dans l'exploitation des

ressources énergétiques. Cette démarche pourrait également viser à réduire la dépendance de la Turquie à l'égard de la Russie dans le domaine énergétique. La Turquie considère désormais que la clé pour résoudre son dilemme énergétique réside dans l'établissement ou la réactivation de liens avec les pays d'Asie centrale.

Il est à noter que la Turquie a adopté deux approches distinctes dans sa politique envers l'Asie centrale et le Caucase, qui sont parfois contradictoires :

1-Une approche émotionnelle et idéologique, influencée par un nationalisme inspiré de l'histoire impériale ottomane, ainsi qu'une approche réaliste soutenue par des considérations pragmatiques. Cette dualité découle de la reconnaissance de la présence concurrente d'acteurs régionaux et internationaux, notamment la Russie, la Chine et les ambitions croissantes des États-Unis et de l'Europe.

2-Après quelques années d'enthousiasme initial pour la région, la Turquie a constaté des résultats mitigés, comme l'a souligné Bulent Aras. Cette perspective a également été soutenue par Ahmet DAVUTOGLU, qui a reconnu que la Turquie n'était pas suffisamment préparée pour relever les défis posés par ces régions.

Au sein des cinq républiques d'Asie centrale qui ont accédé à leur indépendance à la suite de la dissolution de l'Union soviétique, quatre entretiennent des liens nationaux et linguistiques avec la Turquie, à savoir le Kirghizistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Les relations de la Turquie avec ces républiques ont souvent été marquées par une approche chaotique et peu disciplinée (Bayram, 2005).

L'entrée de l'Iran dans la compétition pour le rôle turc dans cette région, en l'absence de l'Union soviétique qui isolait la Turquie de son monde turc, est liée à des facteurs tels que la dualité sectaire avec l'Azerbaïdjan dans le Caucase et l'identité linguistique partagée avec le Tadjikistan. Cette situation a incité la Turquie à adopter une stratégie géoéconomique pour faire face à la Russie.

Les politiques étrangères de la Turquie et de la Russie envers ces pays présentent plusieurs caractéristiques :

1-Une reconnaissance officielle de ces pays, accompagnée des efforts de la Turquie pour se positionner comme un modèle d'État laïque moderne, susceptible d'inspirer ces nouvelles nations à se défaire de leur héritage soviétique.

2-Une période d'observation et de prise de conscience de la part des acteurs impliqués dans la région. La Russie, alors engagée dans la réorganisation de ses affaires intérieures à la suite de la Guerre froide, a constaté l'expansion de l'influence turque malgré ses critiques. À ce stade, la Turquie a compris qu'il était essentiel de gérer les problèmes sans entrer en conflit direct avec

une puissance majeure comme la Russie. Certains éléments explicatifs de cette évolution sont les suivants :

- Le non-respect par la Turquie de ses engagements financiers envers ces républiques, suscitant l'irritation de la Russie et renforçant ses inquiétudes quant à la montée en puissance de la Turquie dans la région, qu'elle percevait comme une menace pour ses intérêts.
- Les échecs des projets entrepris par la Turquie elle-même dans ces républiques, ainsi que la frustration des dirigeants d'Asie centrale, ont conduit à l'abandon par la Turquie de l'Azerbaïdjan dans son conflit avec l'Arménie (Insel, 2015).

L'analyse de l'orientation politique de la Turquie vers la région de l'Asie centrale révèle deux objectifs principaux :

D'une part, la Turquie vise à créer une alliance économique regroupant l'ensemble de ces républiques, dans le but de regagner une part de l'influence perdue au Moyen-Orient. Cette initiative vise à établir une base économique solide où la Turquie peut s'affirmer en tant que puissance économique majeure dans la région. Dans le même temps, elle cherche à se positionner en tant que garant des intérêts américains, tout en tentant de promouvoir un modèle laïque libéral qui soit acceptable en Occident.

D'autre part, la Turquie aspire à jouer un rôle de rempart contre l'influence de l'Iran dans la région. Cette démarche s'appuie sur le fait que le laïcisme turc est mieux accepté par la majorité des musulmans en Asie centrale, et il s'aligne davantage sur l'approche politique européenne occidentale (The Conversation Africa, 2023). Ainsi, la Turquie cherche à empêcher la propagation du principe de l'exportation de la révolution iranienne en Asie centrale en promouvant une alternative laïque et libérale.

IV-La coopération entre la Russie et la Turquie en Asie centrale

La coopération entre la Fédération de Russie et la République de Turquie dans la région de l'Asie centrale revêt une importance stratégique commune pour les deux entités. Cette collaboration offre un large éventail d'opportunités basées sur une variété de facteurs objectifs. Premièrement, la situation géographique unique de la Turquie, gardienne du Bosphore et plaque tournante de l'Eurasie, ouvre de nouvelles voies à la Russie et aux pays d'Asie centrale, les aidant ainsi à atteindre leurs objectifs économiques et politiques respectifs. En outre, la Russie et la Turquie coopèrent activement pour renforcer les initiatives de coopération régionale et créer ainsi une atmosphère propice à la confiance et à la convergence des intérêts entre tous les

acteurs impliqués dans le processus d'intégration. Cette dynamique a grandement contribué à réduire les tensions dans la région.

Un facteur important à ne pas négliger est la capacité de la Turquie et de la Russie à agir en tant que médiateurs entre les pays d'Asie centrale, l'Occident et le monde islamique, en raison de leur importante population musulmane. Cette médiation peut conduire à une augmentation des efforts diplomatiques et à une résolution réussie des conflits.

L'adoption par les pays d'Asie centrale d'une politique globale offre à la Russie et à la Turquie une opportunité de renforcer leurs efforts de coopération avec les pays de la région. L'accueil favorable réservé à la Russie et à la Turquie en Asie centrale s'explique par leur position neutre et leur approche plus nuancée par rapport à celle de l'Occident. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les questions concernant le développement politique interne de la région, notamment les réformes démocratiques, les droits de l'homme, les élections et les « révolutions colorées » (Desuin, 2015).

1-Domains d'interaction entre la Russie et la Turquie en Asie centrale :

a. Opportunités de coopération russo-turques :

Premièrement, il convient de noter qu'il existe des opportunités de coopération entre les deux pays dans le processus d'intégration eurasiennne émergent, notamment l'Union douanière et l'Union économique eurasiennne. Ce point de vue est motivé par les efforts des institutions économiques et gouvernementales russes et kazakhes, qui ont manifesté un intérêt croissant pour le renforcement des relations commerciales et économiques avec la Turquie, en particulier dans les domaines de l'énergie, du commerce et du tourisme. En outre, il est possible de développer des projets énergétiques impliquant des pays exportateurs d'Asie centrale tels que la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, ainsi que la Turquie, pays de transit énergétique en Eurasie.

En outre, un potentiel de coopération entre les institutions militaires et diplomatiques russes et turques dans le domaine de la sécurité régionale apparaît. Cette coopération est essentielle, en particulier face au défi imminent de contrer les menaces potentielles provenant d'Afghanistan après le retrait prévu des troupes américaines et de la Force internationale d'assistance à la sécurité en 2014. Dans ce contexte, le défi de la meilleure manière de résoudre le problème pourrait venir de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui compte parmi ses membres la Russie, les pays d'Asie centrale, la Turquie et l'Afghanistan (Bayram, 2019).

De plus, diverses opportunités de coopération entre la Turquie et la Russie en Asie centrale découlent de la lutte contre la criminalité, la traite de stupéfiants, le trafic illicite de personnes

et de biens, ainsi que le commerce illicite d'armes. Le ministère des Affaires intérieures de la Fédération de Russie, le Service fédéral de lutte contre le trafic de drogue et le Service fédéral des migrations, ainsi que les agences gouvernementales pertinentes en Turquie, peuvent contribuer à cette coopération (Jana, 2020).

En somme, la Russie et la Turquie ont la possibilité d'élargir leur coopération bilatérale en Asie centrale tout en préservant leurs intérêts communs face à d'éventuelles divergences politiques et aux pressions provenant des États-Unis et de certaines nations européennes, qui pourraient être méfiantes à l'égard de la formation de telles alliances. En cette période marquée par des défis inattendus en Afghanistan après 2014, la Russie peut continuer à développer sa coopération avec la Turquie dans la région, malgré des différences sur certaines questions internationales. En effet, il n'y a pas de conflit d'intérêts majeur entre la Turquie et la Russie dans cette région ; la question en suspens pourrait simplement être la répartition des sphères d'influence.

b. Objectifs :

Il est également important de noter que les deux pays ont des buts différents dans la région, qui sont souvent caractérisés par des différences profondes en matière de valeurs culturelles, de civilisation et de priorités. La Russie vise à utiliser des ressources douces pour renforcer l'influence de sa langue et de sa culture en Asie centrale. En outre, elle vise à créer un réseau d'alliances et de partenariats politiques basés sur des liens historiques communs (Bayram, 2005).

Cependant, la Turquie soutient la notion de "Turkestan commun", qui est largement acceptée en Turquie et dans les pays turcophones d'Asie centrale. Cherchant à établir sa position en tant que nouveau pôle d'attraction culturelle et politique, elle s'engage de manière proactive dans la transition de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin en Asie centrale. En réalité, la Turquie souhaite jouer un rôle clé dans le processus d'intégration du "Turkestan commun", mettant ainsi fin à l'influence russe¹⁹.

En conséquence, anticiper la création d'un partenariat complet entre les deux pays en Asie centrale serait prématuré. Il serait plus approprié de considérer les liens entre la Russie et la

¹⁹ Plus que la coopération politique ou énergétique, c'étaient en définitive les aspects culturels et pédagogiques qui pouvaient à terme canaliser un rapprochement entre les différents États turcophones. Il y avait eu naguère des projets utopiques qui renvoyaient au rêve d'une langue littéraire commune à tous les peuples türk de la Sibérie, de l'Asie centrale, du Caucase et de l'Anatolie. Comme chez les intellectuels tatars de Kazan ou de Crimée qui voulaient présenter un front uni à l'impérialisme tsariste, Ismail Gasparaie (Gasprinski), Tatar de Crimée, proposant par exemple dans son journal *Tercüman* « interprète » d'unifier les langues türk en un parler commun, plutôt proche de celui d'Istanbul.

Turquie dans cette zone comme une rivalité concurrentielle, en particulier dans les domaines de l'énergie, de la culture et de l'intégration économique (Bayram, 2005).

c. La coopération russo-turque avec les pays d'Asie centrale :

La base de la collaboration entre la Russie et la Turquie avec les pays d'Asie centrale repose sur leur ferme opposition aux groupes islamistes extrémistes. La préservation du caractère laïque des régimes politiques en Asie centrale est un objectif commun pour les deux pays, afin de maintenir la stabilité dans les pays voisins de l'Afghanistan.

Simultanément, la Russie maintient son rôle central dans le renforcement de la sécurité régionale en Asie centrale en veillant à la protection du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan. Ceci s'accomplit à travers sa participation active à d'autres institutions telles que l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Organisation de coopération de Shanghai. Un point marquant dans la coopération russo-turque a été atteint lorsque la Turquie est devenue partenaire de dialogue au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai le 26 avril 2013. Depuis septembre 2014, la Russie assure la présidence de l'organisation pendant un an, avec pour objectif principal d'assurer la stabilité régionale (Jana, 2020).

Bien que des différences subsistent entre la Turquie et les principaux membres de l'Organisation de coopération de Shanghai, en particulier la Russie et la Chine, dans certains domaines, l'échelle régionale de l'organisation revêt une importance significative, particulièrement importante pour faire face aux nouveaux défis.

En effet, l'engagement exceptionnel de l'Organisation de coopération dans la lutte contre les « trois puissances » – à savoir le terrorisme, le séparatisme et le séparatisme – constitue une base favorable à la coopération entre la Russie et la Turquie en Asie centrale (Maillot, 2022)²⁰. La vision des États-Unis concernant la région de l'Asie centrale se concentre sur la reconnaissance de son importance stratégique à l'échelle mondiale. Dans l'œuvre intitulée "Le grand échiquier", Zbigniew Brzezinski souligne le rôle critique de l'Asie centrale en tant qu'axe géopolitique clé en Asie. Selon les États-Unis, cette région revêt une importance fondamentale, tant en tant que point d'accès aux régions asiatiques cruciales qu'en tant que source de ressources essentielles.

²⁰ Outre le froid avec les États-Unis, la Turquie est à la fois acteur, témoin et voisin de la guerre civile syrienne. La situation sur le terrain a conduit à des convergences nouvelles entre la Russie, la Turquie et l'Iran, se traduisant par une implication dans le processus d'Astana, discussions de paix lancées après l'intervention militaire russe de 2015, ou encore la création d'une zone démilitarisée russo-turque dans la région d'Idlib à la mi-septembre 2018. Le fait que les États-Unis s'appuient sur les milices kurdes dans le conflit constitue également, du point de vue d'Ankara, un véritable casus belli.

L'Asie centrale est perçue comme un point stratégique essentiel pour les États-Unis, offrant la possibilité d'exercer un contrôle sur des territoires s'étendant de l'Europe occidentale à la Chine (Maillot, 2022).

Dans cette optique, tout élargissement d'ouest en est ou d'est en ouest doit nécessairement traverser cette région, qui représente un corridor stratégique vers le continent asiatique. Les États-Unis envisagent ainsi la perspective d'entrer dans la sphère islamique et la civilisation occidentale européenne en intervenant en Asie centrale et au Caucase. Cette stratégie leur offre la possibilité de renforcer leur influence sur la profondeur stratégique de la Russie et du monde slave orthodoxe.

VI- La redéfinition des relations extérieures de la Turquie :

a. Vers une nouvelle approche des relations internationales : un État interlocuteur ouvert et connecté à l'extérieur

La crise diplomatique qui a éclaté en 2018 entre la Turquie et les États-Unis constitue vraisemblablement l'une des crises les plus graves depuis la crise liée à l'intervention turque à Chypre en 1974. L'élément déclencheur de cette crise majeure réside dans l'affaire du pasteur Andrew Brunson, accusé de terrorisme et d'espionnage (Kamenka, 2008)²¹. La décision du président américain Donald Trump d'exprimer publiquement son soutien au pasteur a profondément agacé le président Erdogan.

À la suite de l'annonce par le président américain de l'augmentation des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance de Turquie, le pays a sombré dans une crise économique et financière sévère, entraînant une chute vertigineuse de la livre turque (une dépréciation de 16 % par rapport au dollar le vendredi 10 août). Cette situation complexifie également les relations de la Turquie au sein de l'OTAN, même si le pays abrite une base militaire américaine où sont stockées des bombes atomiques B6.

En sus des tensions avec les États-Unis, la Turquie se trouve au cœur de la guerre civile en Syrie en tant qu'acteur, témoin et voisin. Les évolutions sur le terrain ont entraîné des convergences inédites entre la Russie, la Turquie et l'Iran, se manifestant par leur participation au processus d'Astana, des pourparlers de paix initiés suite à l'intervention militaire russe de

²¹ Andrew Brunson est accusé par les autorités turques d'avoir agi pour le compte du réseau du prédicateur Fethullah Gülen auquel Ankara impute, malgré les dénégations de ce dernier, le putsch manqué de juillet 2016, mais aussi pour celui du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes). Ces deux organisations sont considérées comme terroristes par les autorités turques. Installé en Turquie depuis une vingtaine d'années, le pasteur, qui gérait une petite église protestante dans la province d'Izmir avant son arrestation, est aussi accusé d'espionnage à des fins politiques ou militaires, ce qu'il dément catégoriquement.

2015, ainsi que par la mise en place d'une zone démilitarisée conjointe russo-turque dans la région d'Idlib en septembre 2018. La coopération américaine avec les milices kurdes dans ce contexte est perçue par Ankara comme une véritable menace à la sécurité (Stronski, Nicole Ng, 2018)²².

Bien que les relations de la Turquie avec l'Union européenne connaissent moins de tensions, elles ne sont pas non plus exemptes de défis. Lors de son discours à l'occasion de la semaine des Ambassadeurs, le président français Emmanuel Macron a souligné que la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'UE n'est actuellement pas à l'ordre du jour. Il a questionné la possibilité de poursuivre les négociations "alors que le projet régulièrement affirmé du président turc est un projet panislamique souvent perçu comme anti-européen, et que ses actions vont à l'encontre de nos principes. Assurément pas." Cependant, la position européenne diverge de celle des États-Unis en ce qui concerne l'Iran, ouvrant ainsi la porte à une possible convergence bénéfique pour toutes les parties dans un contexte de refroidissement des relations turco-américaines et euro-américaines.

Dans ce contexte, comment peut-on envisager un rapprochement entre la Turquie et l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) au cours des cinq prochaines années ? L'évolution des relations entre la Turquie et l'OCS repose sur deux catégories de facteurs : le statut de la Turquie au sein de l'organisation (rejet, intégration, hybridation) et les évolutions au sein de l'organisation elle-même (maintien de la spécialisation sécuritaire, diversification).

1- Le premier scénario, baptisé "bluff à l'OCS", suppose que le rapprochement apparent avec l'OCS ne constitue qu'une stratégie de la Turquie vis-à-vis des États-Unis et des Européens. Selon cette perspective, les références régulières à un rapprochement avec l'Union économique eurasiatique, l'OCS ou les BRICS ne serviraient qu'à des fins de communication politique.

2- Une alternative serait le scénario "arrimage à l'OCS", dans lequel le président turc prendrait une décision radicale consistant à faire sortir la Turquie de l'OTAN pour se réorienter vers l'OCS. Cela impliquerait l'expulsion des soldats américains présents dans le pays, une mesure qui n'a pas été mise en œuvre après le coup d'État. La présence actuelle des forces américaines

²² Un autre élément complexifiait davantage la situation : depuis la fin de la guerre froide, la Turquie était confrontée à une menace totalement différente, celle du séparatisme kurde. Alors que Washington cherchait à diaboliser l'Irak, l'Iran et la Syrie en tant que principales menaces régionales, la Turquie maintenait une position de puissance stabilisatrice, désireuse de ne pas déstabiliser la région. En réalité, Ankara avait plus que jamais besoin de l'aide, du partenariat et de la stabilité de ses voisins du Moyen-Orient. Pour contrer la nouvelle menace existentielle posée par le PKK, la Turquie devait forger un partenariat régional de sécurité avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, ces trois pays abritant d'importantes populations kurdes et faisant preuve de détermination équivalente à celle de la Turquie pour étouffer les aspirations nationalistes kurdes.

rend ce scénario peu plausible, à moins qu'un fort rejet populaire de cette présence ne se manifeste.

3- Enfin, un autre scénario serait celui de "l'alliance hybride". Ni une simple déclaration politique, ni un changement d'alliance complet, ce scénario envisage que la Turquie adopte une politique multipartenaire en fonction des enjeux et des circonstances. Elle maintiendrait son rôle au sein de l'OTAN, à l'instar du blocage interne observé avec le Royaume-Uni au sein de l'UE, sans pour autant rendre inévitable sa sortie, tout en cherchant à tirer profit de l'intégration économique eurasiatique.

L'orientation future dépendra de l'évolution des dynamiques régionales et internationales, ainsi que des choix stratégiques de la Turquie en réponse à ces évolutions.

b. La Gestion des crises et la politique de l'équilibre : Révolte contre le pacifisme kamaliste

Les actuels dirigeants, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, ont hérité de deux empires historiquement hostiles, qui ont été engagés dans de multiples conflits au cours de l'histoire. Ils sont au pouvoir depuis plus de deux décennies, consolidant leur autorité par le biais de référendums pour Erdogan et de votes à la Douma pour Poutine.

La guerre en Ukraine, qui a des ramifications sur les rives de la mer Noire, implique inévitablement la Turquie en tant que gardienne des détroits, conformément à la convention de Montreux toujours en vigueur. Bien que membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie a condamné l'invasion russe en Ukraine, mais n'a pas imposé de sanctions à Moscou. De manière paradoxale, elle fournit également des armes à l'Ukraine.

Les relations russo-turques ont longtemps été caractérisées par des conflits intermittents. Toutefois, elles comportent également des possibilités de coopération lorsque des intérêts mutuels entrent en jeu. Les deux pays partagent un sentiment d'isolement par rapport à l'Occident, mais la Turquie maintient également des liens avec les pays occidentaux, ce qui lui confère un rôle potentiel de médiateur.

Ces dernières années, la politique étrangère de la Turquie a souvent été perçue comme interventionniste, voire agressive, par ses partenaires traditionnels occidentaux, notamment les États-Unis et l'Union européenne, ce qui a créé de multiples tensions entre Ankara d'un côté et Washington et les pays européens de l'autre.

Cependant, depuis février 2022, le conflit en Ukraine a modifié la dynamique. En se positionnant en tant que médiatrice entre Kiev et Moscou, Ankara est redevenue un acteur essentiel sur la scène internationale.

Dans un contexte de détérioration des relations entre la Russie et les pays européens, il est probable que les échanges commerciaux entre la Turquie et la Russie se renforcent à l'avenir, d'autant plus qu'aucun visa n'est requis pour les déplacements entre les deux pays et que les liaisons aériennes directes entre la Turquie et la Russie demeurent opérationnelles malgré les sanctions européennes. De nombreux entrepreneurs russes utilisent également la Turquie comme canal pour contourner les sanctions occidentales et acheter des produits européens, ce qui a conduit certains à considérer la Turquie comme un "cheval de Troie" dans l'application des sanctions contre la Russie (Protassov, 2022)²³.

Surtout depuis l'affaiblissement de ses liens avec ses partenaires occidentaux, Ankara s'est tournée vers Kiev pour développer une coopération renforcée dans le secteur de la défense et pour exporter sa production de drones. En mai 2016, un premier accord officiel d'armement a été conclu, officialisant la fourniture de drones turcs Bayraktar à l'Ukraine.

En août 2020, un accord bilatéral avait été conclu, prévoyant une coopération renforcée entre les industries de défense turque et ukrainienne, avec la mise en œuvre de projets conjoints dans la production de navires de guerre et de drones, ainsi que l'échange de savoir-faire et d'équipements. En 2021, la Turquie a également dispensé une formation aux marins militaires ukrainiens. En novembre 2021, un accord a été signé pour la production conjointe de drones, avec l'inauguration prévue d'une usine produisant le drone turc TB2 Bayraktar SİHA en Ukraine d'ici la fin de l'année 2023 (Stronski, Nicole Ng, 2018).

Ces drones turcs ont été utilisés pour la première fois par l'Ukraine en octobre 2021, dans le contexte du conflit avec les séparatistes pro-russes du Donbass. Depuis le début de l'agression russe en 2022, ces drones ont été déployés à plusieurs reprises contre les colonnes blindées russes en Ukraine et auraient également joué un rôle dans l'attaque du croiseur russe Moskva en avril 2022, ce qui a suscité l'irritation de Vladimir Poutine.

Lors de la visite du président Erdogan à Kiev au début de février 2022, les deux pays ont signé un accord de libre-échange qui favorise le renforcement de la coopération militaire et technologique bilatérale, en multipliant les projets communs dans le domaine de la défense, y compris des transferts de technologies. Au cours du premier trimestre 2022, les exportations

²³ Parallèlement à ce rapprochement avec la Russie, la Turquie a développé des relations économiques importantes avec l'Ukraine depuis la disparition de l'URSS. Les deux pays étant riverains de la mer Noire, cette proximité géographique a favorisé ces liens économiques.

Ankara importe des céréales et des oléagineux de l'Ukraine, qui attirent des touristes sur les côtes turques tout au long de l'année (2 millions en 2021, se classant troisième après la Russie et l'Allemagne). Cependant, le tourisme en provenance de Russie et d'Ukraine, qui représentait un quart du total en 2021, s'est brusquement arrêté à partir de février 2022, malgré les efforts des autorités turques pour le relancer. Par ailleurs, la Turquie est devenue un pays d'accueil pour de nombreux réfugiés ukrainiens fuyant la guerre, ainsi que pour de nombreux Russes fuyant la répression dans leur pays, la mobilisation ou les effets des sanctions occidentales.

d'armements turcs vers l'Ukraine ont été multipliées par 30. La Turquie a également pu tirer profit du niveau technologique de l'Ukraine dans le domaine de la motorisation aérienne pour le développement de ses drones.

La dépendance économique de la Turquie à l'égard de la Russie, qui se manifeste par un déséquilibre commercial entre les deux pays, ainsi que les liens privilégiés de la Turquie avec l'Ukraine sur les plans économique et militaire, ont incité Ankara à adopter une position de médiation dans le conflit russo-ukrainien.

D'un côté, la Turquie a toujours exprimé sa solidarité envers l'Ukraine dans son différend avec la Russie. Elle a condamné l'annexion de la Crimée en 2014 et n'a jamais reconnu les républiques autoproclamées du Donbass. Elle a fermé les détroits de la mer Noire au passage des navires de guerre russes et a dénoncé l'agression russe contre l'Ukraine. Cependant, elle n'a pas mis en œuvre les sanctions européennes contre la Russie. Dans ce contexte, la Turquie a proposé ses bons offices pour le règlement du conflit.

Depuis février 2022, trois réunions diplomatiques entre les représentants russes et ukrainiens ont eu lieu sur le sol turc. Parallèlement, Recep Tayyip Erdogan est l'un des rares dirigeants mondiaux à avoir pu s'entretenir personnellement avec Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky, les rencontrant tous deux au cours de l'année 2022.

En juillet 2022, la Turquie a également joué un rôle crucial en signant un accord commercial entre l'Ukraine et la Russie sous l'égide de l'ONU. Cet accord a permis l'exportation de près de 25 millions de tonnes de céréales ukrainiennes en dehors du blocus imposé à l'Ukraine, afin d'éviter une crise alimentaire mondiale. En mars 2023, la Turquie et l'ONU ont annoncé la prolongation de cet accord international sur l'exportation des céréales ukrainiennes.

Certains observateurs ont interprété cette position de la Turquie comme une opportunité visant à revitaliser sa politique étrangère, face aux nombreux revers et échecs qu'elle a rencontrés dans la région ces dernières années.

Conclusion :

L'Asie centrale a maintenu son importance tout au long du XXe siècle en raison de sa position géographique stratégique. Cependant, les dynamiques politiques de la région ont évolué au fil du temps. À l'ère de la mondialisation et de la technologie, les pays d'Asie centrale ainsi que leur voisin géant, la Russie, sont contraints de repenser leur politique étrangère. Bien que ces réalités puissent s'appliquer à de nombreux pays en développement qui ont gagné en importance dans les relations internationales, l'Asie centrale se distingue par sa pluralité géopolitique, située aux frontières de l'Hartland, le cœur du monde au XXIe siècle. Cette région marque le début d'un monde multipolaire, marqué par l'émergence de puissances réformatrices telles que la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran, aux côtés du Pakistan et de l'Inde. Bien que ces pays ne puissent pas encore sérieusement menacer la suprématie mondiale des États-Unis, la compétition régionale entre eux deviendra de plus en plus intense à mesure qu'ils accumulent un pouvoir relatif.

Ainsi, nos résultats mettent en lumière la manière dont la Russie et la Turquie utilisent les théories géopolitiques pour élaborer leurs stratégies de compétition et de domination dans la région eurasiennne cruciale. Les deux pays sont préoccupés par la possibilité de compromettre leur souveraineté nationale et de succomber davantage aux ambitions expansionnistes et monopolistiques de l'autre.

Il n'est pas surprenant que la Russie et la Turquie portent un vif intérêt à l'Asie centrale, car en analysant leurs objectifs respectifs ainsi que leurs intérêts géopolitiques, une vision nuancée de leur relation émerge. D'une part, cette relation peut être qualifiée de "proche et chaleureuse", tandis que de l'autre, elle apparaît comme "complexe et froide". Chacun des acteurs a ses motivations et ses positions, ancrées dans des intérêts politiques et économiques simultanément. Ce contexte complexe met en évidence l'importance continue de l'Asie centrale sur la scène mondiale et la nécessité pour les acteurs régionaux et internationaux de comprendre les dynamiques géopolitiques qui s'y déroulent.

Bibliographies:

- (1) ABAZOV, R. « Economic Migration in Post-Soviet Central Asia: The Case of Kyrgyzstan », *Post-Communist Economies*, vol. 11, no 2, 1999, pp. 237-252.
- (2) Aides humanitaire internationale d'urgence de la Türkiye / Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye. <https://www.mfa.gov.tr/l-aide-humanitaire-de-la-turkiye.fr>. 2015.
- (3) ALEXIS TROUDE, « La Serbie à la croisée des chemins : corridors énergétiques, privatisations et guerre du gaz », *Revue Géographique de l'Est, géopolitique et territoires -VOL. 50 / 1-2 |* 2010, p.14.
- (4) Al-Na'ili, A. M. (2017). Aspects géopolitiques et géostratégiques de la région de l'Asie centrale. *Revue de la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Tunis*, 26, p.203-215.
- (5) ANASTASIA PROTASSOV, « L'engagement sécuritaire de la Chine au Tadjikistan : quelles implications pour la Russie et l'Asie centrale ? », *Fondation pour le recherche stratégique, jeunes chercheurs et doctorants*, <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications>. Note de la FRS n°19/2022, 3 mai 2022, pp 12.
- (6) ANTOINE ZAKKA, « La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspectives », *Science politique, Université Sorbonne, Paris*, 2016. p. 22-23.
- (7) AZOVSKIY, « Railroads in the Central Asian countries: problems and prospects », *Central Asia and the Caucasus*, n° 1, p.127-132.
- (8) BAECHLER, Laurent, « Le rôle de l'Union européenne dans la gestion des conflits autour du complexe eau-énergie en Asie centrale, Dans *L'Europe en Formation* 2015/1 (n° 375), pages 72 à 82.
- (9) BALCI Bayram « Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004 » Dans *Outre-Terre* 2005/1 (no 10), pages 297 à 315.
- (10) BALCI Bayram « TIKA : une agence turque de coopération et de développement en Asie centrale », *ibid.*, p. 69-70.
- (11) BALCI Bayram, « Renouveau de l'Islam en Asie centrale et dans le Caucase », Paris, CNRS éditions, 2017, p. 112-116.
- (12) BALCI, Bayram, « Entre mysticisme et politique, que veut le mouvement de Fethullah Gülen en Turquie ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 41-51.
- (13) BALCI, Bayram, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie », in *Revue Internationale et Stratégique*, 2019, Vol. 116, No. 4, pp. 134-145.

- (14) BARTHOLD, W., « Ma Wara al-Nahr », in Encyclopédie de l’Islam, Dictionnaire géographique, ethnographique et biographique des peuples musulmans, Première Edition, publié par M. Th. Houtsma, A.J. Wensinck, E. Lévi-Provençal, H.A.M. Gibb et W. Heffening, Tome III, Leyde, E.J. Brill, Paris, C. Klincksieck, 1934, p. 477.
- (15) BASSIN, M., « Russia between Europe and Asia: The Ideological Construction of Geographical Space », Slavic Review, n° 1, Spring 1991, p. 1.
- (16) BOUQUET, Olivier « De Turquie, de Russie et d’ailleurs », European Journal of Turkish Studies, 2016, p. 1-23.
- (17) BROADMAN, Harry World Bank Report, “From Disintegration to Reintegration: Eastern Europe and the Former Soviet Union in International Trade”, Washington D.C., 2005, p.2.
- (18) Bulletin du DEIK (Dış Ekonomik İlişkiler Kurumu, la Fondation pour les Relations Economiques Extérieures) voir www.deik.org.tr.
- (19) CAGNAT, R. ET S. MASSAOULOV, « Entre États-Unis, Chine et Russie, l’enjeu eurasien », Observatoire stratégique et économique de l’espace post-soviétique, IRIS, mars 2015. Center for Russia and Eurasia, (CRE, 2016), Reinforcing Deterrence on NATO’s Eastern Flank. Rand Corporation, February 2, 2016 [consulté le 2016-02-12].
- (20) CARIOU A., « Le jardin saccagé. Ancienne oasis et nouvelles campagnes d’Ouzbékistan », Annales de géographie, vol. II3, n° 635, 2004, p. 51-73.
- (21) CARRERE d’ENCAUSSE, H., « Réformes et révolution chez les musulmans de l’Empire russe ». Bukhara 1867-1924, Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n° 141, Paris, Armand Colin, 1966, p. 272.
- (22) CARRERE D’ENCAUSSE, H., « Le grand défi : Bolcheviks et Nations, 1917 », Paris, Flammarion, 1987, p. 195.
- (23) CHAMONTIN, L. ET P. VERLUISE, « La Russie. L’empire sans limites ? », La Revue géopolitique Diploweb.com, 3 juin 2014 [consulté le 2015-12-27].
- (24) CHARILLON, Frédéric (dir.), « Les politiques étrangères. Ruptures et continuités », Paris, La Documentation française, 2002. p. 54.
- (25) CHAUDET D., « Islamist Terrorism in Greater Central Asia: The ‘Al-Qaedaization’ of Uzbek Jihadism » Paris, IFRI, 2008, (http://www.ifri.org/files/Russie/ifri_uzbek_jihadism_chaudet_ENG_december2008.pdf).
- (26) CHUVIN P., LÉTOLLE R., PEYROUSE S., « Histoire de l’Asie centrale contemporaine », Paris, 2008, Fayard. p. 30.

- (27) CROISSANT, M. P., « The Armenia-Azerbaijan conflict: causes and implications », Westport, Praeger, 1998, xiv-172 p.
- (28) DAGENAIS, Lucie France, « Les relations Turquie-Russie (1992-2016) : une géopolitique de l'espace Pontique à nouveau sous la loupe », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, Observatoire de l'Eurasie, Montréal (Québec), Janvier 2017, Notes de recherche no 1, p.1-40.
- (29) DALILI M.-R., « L'Iran et la Turquie face à l'Asie centrale », Journal for International & Strategie Studies, n° 1, 2008, p. 13-19.
- (30) DAVID TEURTRIE, « L'OTSC : une réaffirmation du leadership russe en Eurasie post-soviétique ? », Revue Défense Nationale 2017/7 (N° 802), pp. 153 à 160.
- (31) DESPINEY-ZOCHOWSKA Barbara « La Russie entre l'espace européen et l'Asie », Éditions De Boeck Supérieur, Innovations 2007/2 (n° 26), pages 177 à 198.
- (32) DESUIN, H., « Relations tendues Russie-Turquie », Figaro vox monde, 07-10-2015.
- (33) DJALILI, M.-R., A. MONSUTTI et A. NEUBAUER (dir.), « Le monde turco-iranien en question », Karthala, The Graduate Institute, Paris, Genève, 2008.
- (34) DJALILI, M.-R., KELLNER, T., « Moyen-Orient, Caucase et Asie centrale : des concepts géopolitiques à construire et à reconstruire ? », Central Asian Survey, vol. 19, n° 1, 2000, pp. 117-140.
- (35) DU CASTEL, Viviane « Le gaz, enjeu économique du XXIe siècle », L'Harmattan, Paris, 2011, p.123.
- (36) EFEGIL E., STONE L., « Iran's interests in Central Asia: a contemporary assessment», Central Asian Survey, vol. 20, n° 3, pp. 353-366.
- (37) EISENBAUM Boris. « Guerre en Asie centrale. Lutte d'influence, pétrole, islamisme et mafias », 1850-2004, Paris, Grasset, 2005 p.57.
- (38) FERRANDO, Olivier « Les Violences ethniques de juin 2010 au Kirghizstan : l'identité manipulée », Revue d'études comparatives Est-Ouest 2010/3 (N° 41), pp. 107 à 136.
- (39) FUMAGALLI M., « The "food-energy-water" nexus in Central Asia: regional implications of and the international response to the crises in Tajikistan », EUCAM Policy Brief, 2008, n° 2, October.
- (40) GARDNER, H., IVANOV, V. et TEURTRIE, D., « Pour une nouvelle approche de la sécurité euro-atlantique », Outre-Terre, vol. 37, n° 3, 2013, pp. 239-242.
- (41) GOLAM. Mostafa: « The concept of Eurasia: Kazakhstan's Eurasian policy and its implications », Journal of Eurasian Studies Vol 4, Issue 2, July 2013, pp. 160-170.

- (42) HILL, F., « Une stratégie incertaine : la politique des États-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991 », *Politique étrangère*, n° 1, 2001, pp. 95-108.
- (43) Hill, F., Taspinar, Omer et Kastouéva-Jean Tatiana, « La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le statu quo ? » *Politique étrangère* 2007/5 (Hors-série), pp.153 à 166.
- (44) HUGUES MAILLOT « Organisation de coopération de Shanghai : plus grande alliance régionale du monde et « coalition anti-occidental » ? Publié par le FIGARO le 15/09/2022 à 11 :36, mis à jour le 15/09/2022 à 12:00.
- (45) INSEL, Ahmet, « La nouvelle Turquie d’Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire », Paris, Editions La Découverte, 2015, p.150.
- (46) JABBOUR, JANA, J., « La Turquie : une puissance émergente qui n’a pas les moyens de ses ambitions », in *Politique étrangère*, 2020, No. 4, pp. 99-108.
- (47) JABBOUR, JANA, J., « La Turquie. L’invention d’une diplomatie émergente », Paris, CNRS Editions, 2017.
- (48) JOLICOEUR, P., « Influence de la Russie dans le conflit du Nagorny-Karabakh entre 1988 et 1996 », *Institut québécois des hautes études internationales, Les cahiers de l’Institut*, n° 9, 1998, p.144.
- (49) JONSON, « Vladimir Putin and Central Asia », *The Shaping of Russian Foreign Policy*, Londres, LB. Tauris 2004.
- (50) JOSSERAN, Tancrede, « La Turquie et la Méditerranée : Une relation houleuse », *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 71-85.
- (51) KAHN, M., « Les Russes dans les ex-républiques soviétiques », *Courrier des pays de l’Est* 374, janvier-février 1993, p. 3-18.
- (52) KAMENKA Patrick, « Le Turkménistan au centre d’une guerre du gaz entre Russie et Occident ? », *Dans les Cahiers de l’Orient* 2008/1 (N° 89), pp. 45 à 56.
- (53) KAYA, Ugur, « Frontière et territorialité dans la perception du monde selon l’Etat turc », in *Confluences Méditerranée*, 2017, Vol. 101, No. 2, pp. 13-25.
- (54) KOHL, W., “The Development of Caspian Sea Oil: Implications for Opec”, in *Caspian Energy Resources. Implications for the Arab Gulf*, Abu Dhabi, The Emirates Center for Strategic Studies and Research, Reading, Ithaca Press, 2000, p. 127.
- (55) La Turquie, une puissance médiatrice entre la Russie et l’Ukraine ? *The Conversation Africa*, Publied: April 19, 2023 6.57pm SAST.
- (56) LAHERRERE, J. « Vers un Déclin de la Production Pétrolière », *Institut Supérieur Industriel de Bruxelles*, colloque « Energie et développement durable », 11 octobre 2000 in

(www.oilcrisis.com/laherrere/isib/), IISS, Strategic Survey 1997-1998, Oxford, Oxford University Press, April 1998, p. 23.

- (57) LAMELLE, Marlène, PEYROUSSE, Sébastien, « L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation – Une approche géoéconomique », Armand Colin, 2010, p. 220.
- (58) LARUELLE M., « Russian policy on Central Asia and the role of Russian nationalism », Silk Road Papers, Washington, The Central Asia-Caucasus Institute, 2008.
- (59) M. LARUELLE, S. PEYROUSE, “China as a Neighbour. Central Asian Perspectives and Strategies”, Washington, The Central-Asia Caucasus Institute, Avril 2009; M. Laruelle, S. Peyrouse (sous la dir.), “Central Asian perceptions of China”, The China and Eurasia Forum Quarterly, vol. 7, n° 1, 2009.
- (60) M. RAJAN ET E. WIMBUSH, « Is The United States Losing Turkey? » New York, Hudson Institute, 25 mars 2007.
- (61) M.-R. DJALILI ET T. KELLNER, « Iran-Irak : quelles relations ? », Diploweb.com, 29 janvier 2012, disponible sur : <<http://www.diploweb.com/Iran-Irak-quelles-relations.html>>.
- (62) MARIO TELO, « Les BRICS et la coopération régionale entre États voisins », Hermès, La Revue 2017/3 (n° 79), pages 29 à 30.
- (63) MOHAMMAD-REZA DJALILI ET THIERRY KELLNER « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre », Graduate Institute Publications, Collections International, 2014, p.588.
- (64) Mohammad-Reza Djalili, « L'Iran dans son contexte régional », Politique étrangère 2012/3 (Automne), pp. 519-531.
- (65) PEROUSE J.-F., « La Turquie en marche, les grandes mutations depuis 1980 », 2004, Paris, La Martinière, p.382.
- (66) POMFRET R., « Kazakhstan's economy since independence: does the oil boom offer a second chance for sustainable development? Europe-Asia Studies, vol. 57, n°6, 2005, p. 859-876.
- (67) RABALLAND, G., « Géoéconomie des États enclavés », Géo-économie, n° 22, été 2002, pp. 115-128.
- (68) ROY, Olivier « Les républiques musulmanes de l'ex-URSS », Les Cahiers de l'Orient, n° 41, 1993, pp. 17-27.
- (69) S. Güvenç, S. Özel, et Ş. Yılmaz, « Rebuilding a Partnership: Turkish-American Relations for a New Era », Tusiad Report, avril 2009.
- (70) SCHMID Dorothee, « La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger », Politique étrangère 2011/3 (Automne), pp. 587 à 599.

- (71) SCHUYLER, Eugene, « Turkistan: notes of a journey in Russian Turkistan, Khokand, Bukhara and Kuldja », 2 volumes, London, Sampson Low, Marston, Searle and Rivington, 1876, pp. 411-463.
- (72) SMITH, J., *The Bohheviks and the National Question, 1917-1923*, London, Macmillan Press, 1999, p. 85.
- (73) STERN XAVIER « La perspective historique dans la politique étrangère de la Turquie à l'ère de l'AKP », Mémoire présenté pour l'obtention du Master Moyen-Orient, global studies institute de l'Université de Genève, septembre 2021, collection mémoires électroniques, Vol.113-2022, p 13.
- (74) STRONSKI, P., and. NICOLE, N « Cooperation and competition: Russia and China in Central Asia, the Russian Far East, and the Arctic », 2018, Carnegie Endowment for International Peace, pp. 1-49.
- (75) STRONSKI, Paul, NICOLE Ng, “Cooperation and Competition: Russia and China in Central Asia, the Russian Far East, and the Arctic”, Carnegie Endowment for International Peace, FEBRUARY 28, 2018, p.1-49.
- (76) Tanrısever, “Turkey and Russia in Eurasia”, in L.G. Martin and D. Kerides (Eds.), *The Future of Turkish Foreign Policy*, Cambridge, MA, MIT Press, 2004, pp. 127-155.
- (77) TCHERNEGA, V., « La Russie et les anciennes républiques de l'Asie centrale », *Le Trimestre du monde* 4, Observatoire des relations internationales, 1992, pp. 191-198.
- (78) THOMAS GOMART, « La Russie Enjeux internationaux et intérieurs », *Politique étrangère*, 2007, Institut français des relations internationales, p.224.
- (79) THOREZ Julien “The Post-Soviet space between North and South: Discontinuities, Disparities and Migrations”, *Era*, I.B. Tauris, London-New York, I.B. Tauris, 2014, pp. 215-241.
- (80) TIGRANE YÉGAVIAN, « La Turquie embourbée dans la crise syrienne », *Les Cahiers de l'Orient*, 2018, Vol. 131, No. 3, pp. 88-90.
- (81) UEYRAS, J., « Le conflit du Caucase sud dans l'impasse. Impossible troc entre Arménie et Azerbaïdjan », *Le Monde diplomatique*, mars 2001, p. 7 et “Are there any prospects that the Nagorno Karabakh conflict will be settled in near future?”, RFE/RL Azerbaijan Report, January 19, 2002.
- (82) VASHANOV, V., “Problems of interregional Co-operation between Russia and the Commonwealth of Independent States”, *Problems of Economic Transition*, n° 12, 2005.
- (83) VASHANOV, V., BALTZINGER, H. ET PINEYE, D., « Les relations économiques de la Russie avec l'Asie-Pacifique », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°392, 1994, p. 48-59.

- (84) VERDIER Arthur « Une nouvelle donne géopolitique, entre méfiance, velléité et intérêt », Éditions Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient. Les Cahiers de l'Orient 2008/1 (N° 89), pages 29 à 43.
- (85) WEISBRODE, K., "Central Eurasia: prize or quick Sand?: contending views of instability in Karabakh, Ferghana and Afghanistan", Adelphi paper, n° 338, May 2001, 96 p.
- (86) YANN BREAULT, PIERRE JOLICŒUR, JACQUES LEVESQUE, « La Russie et son ex-empire, Presses de sciences Po 2003, p.27.